

# Table des matières

---

<b>Introduction</b> .....	11
<b>Titre I : Les notions de base du droit de la prévention de l'incendie</b> .....	15
■ A. La « prévention de l'incendie » .....	15
■ B. Le « bâtiment » .....	16
■ C. Les « mesures de sécurité » et les « normes NBN » .....	17
■ D. La « destination » et la « catégorie » du bâtiment .....	19
■ E. Les attestations de sécurité incendie .....	20
■ F. L' « articulation des polices administratives » .....	21
<b>Titre II : La répartition des compétences en matière de prévention incendie</b> .....	25
■ A. La répartition horizontale .....	25
■ B. La répartition verticale .....	26
<b>Titre III : La Nouvelle Loi Communale</b> .....	27
■ A. Notion de police administrative générale .....	27
■ B. Typologie d'intervention : l'ordonnance communale et l'arrêté du bourgmestre .....	28
■ 1. L'ordonnance communale .....	28
1.1. Le fondement .....	28
1.2. Le contenu des règlements .....	29
■ 2. L'arrêté du bourgmestre .....	30
2.1. Type de mesures et fondement .....	30
2.2. La visite domiciliaire .....	32
2.3. L'audition préalable .....	33
2.4. Le principe de proportionnalité .....	35

<b>Titre IV : La loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances</b> .....	37
■ A. Généralités .....	37
■ B. Les normes de base .....	39
1. Le champ d'application .....	39
1.1. Un travail en deux temps .....	39
1.2. Premier temps : le bâtiment à construire et l'extension du bâtiment à construire, indépendamment de sa destination .....	40
1.2.1. La « destination » du bâtiment .....	40
1.2.2. Le « bâtiment à construire » .....	41
1.2.3. Le « bâtiment existant » .....	41
1.2.4. L'« extension » .....	42
1.3. Second temps : le domaine d'application propre à chaque annexe ..	42
1.3.1. Champ d'application matériel .....	43
1.3.1.1. : <i>Les bâtiments bas, moyen, élevé et industriel</i> .....	43
1.3.1.2. : <i>Changement de catégorie</i> .....	45
1.3.2. Champ d'application temporel .....	47
2. Le contenu des normes de base et dérogations .....	51
■ C. Les règlements communaux relatifs à la prévention des incendies et des explosions .....	58
■ D. L'assurance obligatoire de la responsabilité civile pour les établissements habituellement accessibles au public .....	59
1. L'obligation de l'exploitant de contracter une assurance incendie .....	59
2. L'interdiction d'ouverture de l'établissement en l'absence d'assurance ..	61
3. Obligation de surveillance du bourgmestre .....	61
■ E. Infractions et sanctions .....	61
■ F. Moyens de contrôle et constatation des infractions .....	63
1. Constat des infractions .....	63
2. Prerogatives spécifiques pour le contrôle relatif à la sécurité incendie de construction .....	63
■ G. Mesure administrative de prévention : la fermeture provisoire .....	64

<b>Titre V : La loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ..</b>	<b>65</b>
■ A. Les missions de prévention des zones de secours.....	65
1. La sensibilisation et les avis .....	66
2. Le contrôle : le rapport de prévention incendie .....	67
2.1. Notion .....	67
2.2. Monopole de la zone de secours pour l'établissement du rapport de prévention incendie .....	67
2.3. La demande du rapport de prévention incendie.....	68
2.4. Prérogatives de la zone de secours pour établir le rapport de prévention incendie.....	71
2.5. Objet du rapport.....	71
2.6. Forme du rapport .....	72
2.7. Rapport de prévention incendie et responsabilité .....	73
2.8. Facturation du rapport de prévention incendie .....	74
3. Les plans préalables d'intervention .....	75
■ B. Les ressources suffisantes en eau d'extinction .....	76
<b>Titre VI : Le Code du tourisme .....</b>	<b>79</b>
■ A. Généralités : l'attestation de sécurité-incendie et l'attestation de contrôle simplifié .....	79
■ B. Champ d'application des attestations : le « bâtiment » ou « partie de bâtiment » d'un « hébergement touristique » .....	81
■ C. Procédure de délivrance des attestations .....	83
1. Composition et introduction du dossier de demande.....	83
2. Consultation obligatoire de la zone de secours pour la demande d'attestation de sécurité incendie .....	85
■ D. Les critères de délivrance, dérogation et décision.....	86
1. Le critère de délivrance de l'attestation de sécurité-incendie : le respect des normes de sécurité spécifiques .....	86
2. Critères de délivrance de l'attestation de contrôle simplifié .....	89
3. Dérogations.....	89
4. Délai pour la prise de décision.....	90
■ E. Recours administratif .....	91
■ F. Durée de validité des attestations.....	93
■ G. Mesures administratives de contrainte .....	93

■ H. Infractions.....	94
1. L'exploitation sans attestation est une infraction pénale.....	94
2. Mesure de réparation civile : cessation et remise en état .....	95
3. Amende administrative.....	95
4. Moyens d'investigation et de constatation des infractions .....	95

**Titre VII : La Loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins..... 97**

■ A. Fondements légaux.....	97
■ B. L'attestation sécurité incendie, prérequis pour l'obtention de l'agrément d'un hôpital.....	98
■ C. Procédure de délivrance de l'attestation.....	100
■ D. Dérogations aux normes spécifiques de sécurité incendie « hôpitaux » ..	100
■ E. Mesures administratives de prévention.....	101
■ F. Infraction .....	101

**Titre VIII : Le Code wallon de l'action sociale et de la santé.. 103**

■ A. Généralités .....	103
■ B. Attestation sécurité incendie avec mesures de sécurité spécifiques : les établissements pour aînés.....	103
1. L'attestation sécurité incendie est un prérequis pour le titre de fonctionnement.....	103
2. Procédure de délivrance de l'attestation de sécurité incendie.....	105
3. Les mesures de sécurité spécifiques pour les établissements pour aînés et dérogations.....	106
4. Obligation du bourgmestre en cas d'attestation de non-conformité ..	108
5. Infractions.....	108
6. Constatation des infractions .....	108
■ C. Attestations de sécurité-incendie sans mesures de sécurité spécifiques... 109	
1. Les services d'insertion sociale .....	109
2. Les épiceries sociales et restaurants sociaux.....	110
3. Les maisons d'accueil, maisons de vie communautaire, abris de nuit et maisons d'hébergement de type familial.....	111
4. Les Services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre.....	114

■ 5. Les centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère, les initiatives locales d'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère et organismes d'interprétation en milieu.....	115
■ D. Obtention d'un rapport de prévention incendie préalable.....	117
■ 1. Les services d'aide à l'intégration.....	117
■ 2. Les centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés	117
■ 3. Les entreprises de travail adapté.....	117
■ 4. Les services résidentiels pour adultes.....	118
■ 5. Les services d'accueil de jour.....	118
■ 6. Les services résidentiels pour jeunes.....	118
■ 7. Les services organisant des activités pour personnes handicapées..	119
■ 8. Les services pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge est assurée par une autorité publique étrangère.....	119
<b>Titre IX : Le Code du développement territorial</b> .....	123
■ A. Généralités .....	123
■ B. Composition du dossier de demande permis .....	123
■ C. Instruction des demandes de permis .....	124
■ D. Prise en compte de l'avis (du rapport) de la zone de secours dans le permis.....	125
■ E. Dispense de permis pour le placement de borne incendie.....	127
<b>Titre X : Tableaux récapitulatifs</b> .....	129
■ 1. Les mesures de sécurité incendie .....	129
■ 2. Les attestations de sécurité-incendie .....	131